

FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

Année scolaire 1912-1913 — N° 46.

ALIÉNATION MENTALE

ET

DIVORCE

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

Et soutenue publiquement le 9 décembre 1912

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MÉDECINE

PAR

Edouard JANNEL

Né le 28 avril 1886, à Semezanges (Côte-d'Or).



LYON
IMPRIMERIES RÉUNIES

8, Rue Rachais, 8

1912

ALIÉNATION MENTALE

ET

DIVORCE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

Année scolaire 1912-1913 — N° 46.

ALIÉNATION MENTALE

ET

DIVORCE

THÈSE

PRÉSENTÉE

A LA FACULTÉ DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE DE LYON

Et soutenue publiquement le 9 décembre 1912

POUR OBTENIR LE GRADE DE DOCTEUR EN MÉDECINE

PAR

Edouard JANNEL

Né le 28 avril 1886, à Semezanges (Côte-d'Or).



LYON
IMPRIMERIES RÉUNIES

8, Rue Rachais, 8

—
1912

PERSONNEL DE LA FACULTÉ

MM. HUGOUNENQ. DOYEN.
COURMONT (J.). ASSESSEUR.

PROFESSEURS HONORAIRES

MM. CHAUVEAU, AUGAGNEUR, SOULIER, TRIPIER, CAZENEUVE, LÉPINE, PIERRET, BEAUVISAGE.

PROFESSEURS

Cliniques médicales	MM. TEISSIER.
Cliniques chirurgicales	ROQUE.
Clinique obstétricale et Accouchements	BARD.
Clinique ophtalmologique	PONCET.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques	JABOULAY.
Clinique des maladies mentales	FABRE.
Clinique des maladies des enfants	ROLLET.
Clinique des maladies des femmes	NICOLAS.
Physique médicale	LEPINE (Jean).
Chimie médicale et pharmaceutique	WEILL.
Chimie organique et Toxicologie	POLLOSSON (A.)
Matière médicale et Botanique	CLUZET.
Parasitologie et histoire naturelle médicale	HUGOUNENQ.
Anatomie	MOREL.
Anatomie générale et Histologie	X...
Physiologie	GUIART.
Pathologie interne	TESTUT.
Pathologie et Thérapeutique générales	RENAUT.
Anatomie pathologique	MORAT.
Médecine opératoire	COLLET.
Médecine expérimentale et comparée	LESIEUR.
Médecine légale	PAVIOT.
Hygiène	POLLOSSON (M.).
Thérapeutique	COURMONT (P.).
Pharmacologie	LACASSAGNE.
	COURMONT (J.)
	PIC.
	FLORENCE.

PROFESSEURS ADJOINTS

Physiologie, cours complémentaire	MM. DOYON.
Maladies des oreilles, du nez et du larynx.	LANNOIS.
Pathologie externe	VALLAS.
Maladies des voies urinaires.	ROCHET.

CHARGÉS DE COURS COMPLÉMENTAIRES

Chimie minérale	MM. BARRAL,	agrégé
Propédeutique chirurgicale	BERARD,	—
Propédeutique de gynécologie	CONDAMIN,	—
Chirurgie infantile	NOVE-JOSSERAND,	—
Accouchements	COMMANDEUR	—
Matière médicale	MOREAU,	—
Embryologie	REGAUD,	—
Anatomie topographique	PATEL,	—
Botanique	BRETIN,	—
Chirurgie expérimentale	VILLARD,	—
Clinique infantile	MOURIQUAND,	—
Propédeutique urologique	GAYET.	—
Déontologie et médecine professionnelle	MARTIN (Et.).	—

AGRÉGÉS

MM.	MM.	MM.	MM.
REGAUD.	MARTIN (Et.).	BRETIN.	MOURIQUAND.
COMMANDEUR.	LAROYENNE.	LERICHE.	ARLOING (F.).
GAYET.	VORON.	THEVENOT.	GUILLEMARD.
NEVEU-LEMAIRE.	NOGIER.	TAVERNIER.	PIERY, ch...
PATEL.	LATARJET.	CADE.	SAVY, ch...

M. BAYLE, Secrétaire.

EXAMINATEURS DE LA THESE

MM. LACASSAGNE, Président ; WEILL, Assesseur ;

MM. Et. MARTIN et MOURIQUAND, Agrégés.

La Faculté de médecine de Lyon déclare que les opinions émises dans les Dissertations qui lui sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs, et qu'elle n'entend leur donner ni approbation ni improbation.

A MON PÈRE, A MA MÈRE

Faible témoignage d'affection et
de reconnaissance.

A MON FRÈRE

A MA SOEUR

A MES AMIS

A mon Président de thèse :

Monsieur le Professeur LACASSAGNE

O'ficier de la Légion d'honneur

Professeur de Médecine légale

Hommage de profonde reconnaissance pour l'honneur qu'il nous fait en acceptant la présidence de notre thèse.

A Monsieur le Docteur JACQUIN

Médecin Chef de l'asile Sainte-Madeleine, Bourg.

A Monsieur le Professeur agrégé ETIENNE MARTIN

A mes Maîtres :

MESSIEURS LES PROFESSEURS :

DEROYE, Directeur de l'Ecole de Médecine de Dijon.

BROUSSOLLE, Chirurgien de l'Hôpital.

PARIZOT, Chirurgien de l'Hôpital.

GAULT.

PETITJEAN.

LECLERC.

TASSIN.

MESSIEURS LES DOCTEURS :

NODET et PASSERAT, Médecins à l'hôpital de Bourg.

TOUILLON et MICAUD, Chirurgiens à l'hôpital de Bourg.

INTRODUCTION

A l'heure où semble renaître cette éternelle question de la « Folie cause de Divorce », à l'heure où juristes et médecins, législateurs et sociologues semblent devoir, à nouveau, agiter ce problème si troublant, il nous a paru intéressant de résumer la question en ce court travail; de montrer, par quelques jugements et exemples, l'imperfection de la loi qui nous régit en matière de divorce, et la nécessité de modifier, de réformer une législation si peu conforme à la morale et aux mœurs.

A M. le docteur Jacquin, qui nous a particulièrement facilité ce travail et a si souvent suppléé à notre inexpérience de la vie sociale, nous adressons l'expression de notre profonde reconnaissance.

Que M. le professeur agrégé Etienne Martin, qui nous a sans cesse prodigué ses encouragements et ses conseils, reçoive l'assurance de notre respectueuse gratitude.

M. le professeur Lacassagne nous fait l'honneur d'accepter la présidence de notre thèse; nous le prions d'agréer nos sincères remerciements et notre respectueuse reconnaissance.

Historique.

Cette question de l'aliénation mentale et du divorce n'est pas nouvelle et nous la trouvons maintes fois posée à travers les âges et chez les peuples les plus divers.

Dans les législations anciennes, le mariage étant institué uniquement en vue de la procréation, tous les obstacles à cette fin sont une cause de répudiation ou de divorce.

C'est pourquoi à Babylone, en Egypte, dans l'Inde, en Chine et en Grèce la stérilité, l'impuissance, la maladie et, par suite, la folie, sont des causes de divorce.

A Rome, la folie dangereuse et durable est une cause de divorce, mais le conjoint sain doit subvenir à la subsistance de l'aliéné.

Les lois de Moïse et d'Israël reconnaissent un nombre illimité de dissolutions de mariage.

Mais le christianisme, dans son rigorisme et son austerité, abolit complètement le divorce.

Aussi, dans sa marche triomphale à travers les peuples, la nouvelle religion du Christ, toute d'abnégation et de charité, s'impose-t-elle aux coutumes locales, au droit arbitraire des païens de l'ancienne Gaule, et nous voyons la Gaule après la conquête romaine et tout le moyen âge soumise aux exigences du dogme catholique.

Cependant, avec les siècles, les lois de l'Eglise deviennent plus souples et, pour les besoins de la cause, l'Eglise

n'hésite pas à élargir les liens du mariage, à prononcer des nullités de mariage, en s'appuyant sur des motifs plus ou moins sérieux tirés de la forme dans la célébration du sacrement du mariage; de cette façon, le principe de l'unité et de l'indissolubilité est toujours conservé.

Mais avouons que la plupart de ces nullités de mariages ne sont que des divorces déguisés; pour ne citer que les cas historiques, retenons l'annulation du mariage d'Henri IV et de Marguerite de Valois, de Napoléon et de Joséphine, du roi Jérôme et de M^{me} Patterson.

Au xviii^e siècle, sous la poussée du grand mouvement philosophique, la question du divorce est à nouveau mise à l'étude. La monarchie est tombée, la religion catholique foulée aux pieds; les esprits sont alors libres de toute contrainte, l'individu est tout et sa liberté ne peut être aliénée d'une façon indissoluble; aussi, le 23 septembre 1792, le divorce est rétabli et, parmi ses causes, nous y voyons figurer l'aliénation mentale.

Mais le retour de la monarchie du trône et de l'autel ne pouvait laisser subsister cette loi trop libérale et, le 18 mai 1816, sur la proposition de M. de Bonald, le divorce est à nouveau aboli.

Après la révolution de 1830, la religion catholique cesse d'être la religion d'Etat, et, à trois reprises différentes, des projets de lois tendant à rétablir le divorce sont déposés; mais, chaque fois, ils se heurtent à l'obstination de la Chambre des pairs et il nous faut arriver en 1876, époque à laquelle Naquet déposait un projet de loi, qui n'est définitivement adopté que le 27 juillet 1884. Cette loi modifiée par les lois du 18 avril 1886 et du 6 février 1893, nous régit encore en matière de divorce.

D'après le texte de cette loi, trois causes peuvent amener le divorce : l'adultère du mari ou de la femme, les excès, sévices ou injures graves de l'un envers l'autre, la condamnation de l'un des époux à une peine afflictive et infamante.

Nous n'y voyons pas figurer l'aliénation mentale; cependant, un député de l'Isère, M. Louis Guillot, avait, le 8 mai 1882, proposé un amendement tendant à introduire l'aliénation mentale parmi les causes du divorce.

Une commission est nommée, et quelques aliénistes. MM. Legrand du Saulle et Luys soutiennent le projet de loi; l'aliénation mentale doit être considérée comme une cause de dissolution du mariage; mais ils se heurtent aux arguments de MM. Blanche, Charcot, Lasègue et Brouardel, la folie est une maladie parfois curable, susceptible de rémissions prolongées, et les conjoints, qui se doivent aide et protection, se trouvent dans l'obligation de se supporter, de s'assister mutuellement.

La Commission parlementaire partagea ces vues, et M. Léon Renault, chargé de soutenir le rapport devant la Chambre des députés, s'exprimait ainsi :

« La Commission a estimé que la maladie qui frappait l'un des conjoints, quelle que pût être sa gravité, ne pouvait jamais être regardée comme de nature à dégager l'autre époux de ses obligations d'aide et d'assistance réciproque, qui sont le fondement et l'honneur même du mariage tel qu'il a été institué par notre Code. »

La Chambre des députés adoptait les conclusions de M. Léon Renault et l'amendement Guillot était rejeté.

Depuis, la question paraissait abandonnée, quand, simultanément, en novembre 1910, deux députés, MM.

Maurice Viollette et Maurice Colin, déposaient sur le bureau de la Chambre chacun un projet de loi tendant à faire figurer l'aliénation mentale parmi les causes de divorce.

MM. Maurice Viollette et Maurice Colin ayant bien voulu nous communiquer leurs propositions de loi, nous en publions les textes :

Proposition de loi Viollette.

« ART. 289. — L'aliénation mentale sera également une cause préremptoire de divorce lorsque l'internement du conjoint aliéné aura une durée ininterrompue d'au moins trois ans.

« L'époux qui alléguera cette cause de divorce devra à trois reprises différentes et à un intervalle d'au moins un an, présenter requête au Président du Tribunal pour obtenir nomination de deux médecins qui auront pour mission de dire si le malade doit ou ne doit pas être considéré comme incurable.

« Le même médecin ne pourra pas être commis deux fois.

« L'assignation en divorce devra viser ces trois expertises.

« Le divorce ne pourra être prononcé que si ces expertises concluent toutes les trois qu'il n'y a aucun espoir de guérison.

« Les dépens de l'instance seront toujours à la charge de l'époux demandeur. »

Proposition de loi Colin.

ARTICLE UNIQUE. — L'art. 233 du Code civil est rétabli en ces termes :

« ART. 233. — Quand depuis trois ans au moins, l'un des époux aura dû être colloqué et maintenu dans un asile public ou privé d'aliénés, l'autre époux pourra demander le divorce pour cause d'aliénation mentale, sauf à établir que celle-ci est incurable. »

L'art. 301 du Code civil est complété par un deuxième alinéa ainsi conçu :

« En cas de divorce pour cause d'aliénation mentale, le divorce sera toujours réputé prononcé aux torts réciproques des deux époux. Toutefois, au point de vue alimentaire, le conjoint qui a demandé et obtenu le divorce sera soumis aux obligations dont il serait tenu si le divorce avait été prononcé contre lui pour une des causes visées par les articles 229 et 232 du Code civil. »

Enfin, la Société médico-psychologique de Paris consacrait plusieurs séances à de brillantes discussions sur ce captivant sujet, et, dernièrement, la *Gazette médicale de Paris* entreprenait une enquête parmi les juristes et médecins, tandis que MM. Juquelier et Fillassier, par l'organe de la *Revue bleue*, lançaient la question dans le domaine public.

Aliénation mentale et divorce dans les législations étrangères.

Alors qu'en 1882 le libéral amendement Guilloz se voyait refuser la consécration de l'Académie de médecine et qu'à l'heure présente les deux projets de loi de MM. Viollette et Colin dorment encore dans quelques cartons poussiéreux de la Commission de la réforme judiciaire et de la législation civile et criminelle, il serait intéressant d'examiner les efforts du législateur étranger pour introduire l'aliénation mentale dans les causes du divorce et les réformes apportées aux anciennes lois dans les pays où, depuis longtemps déjà, la folie était inscrite comme cause de divorce.

Nous ne nous arrêterons pas « à certaines législations de la libre Amérique, qui, comme les législations du Maine, du Connecticut ou de l'Illinois, autorisent les tribunaux à prononcer le divorce pour toute cause leur paraissant de nature à justifier la rupture du lien conjugal » (M. Colin, proposition de loi).

Il en résulte une telle complexité dans les jugements de ces tribunaux, qu'il est impossible de dégager les tendances générales de la jurisprudence.

Mais la Suède, qui, dans toutes les questions d'hygiène sociale, nous a si souvent remplis d'admiration, a, depuis 1810, inscrit la folie durant depuis trois ans et déclarée incurable dans les causes du divorce.

En 1874, le législateur suisse prenait la même décision.

En Bulgarie, la loi du 21 mars 1897 admet le divorce « quand l'un des époux est atteint postérieurement au mariage de démence, d'idiotie, d'épilepsie ou de syphilis ». Mais le divorce n'est prononcé qu'après échec de tous les moyens thérapeutiques connus.

Par l'article 1569 du nouveau Code civil de 1900, le législateur allemand généralisait une disposition existant dans les codes des divers Etats confédérés :

« Un époux, est-il dit, peut demander le divorce lorsque l'autre époux est atteint de maladie mentale, que la maladie a, pendant le mariage, duré au moins trois ans et a atteint un tel degré que la communauté mentale entre les époux a disparu et aussi qu'est exclue toute perspective de rétablissement de cette communauté. »

D'après la loi du 28 octobre 1902, les aliénés de la République de l'Equateur ne peuvent contracter mariage et la folie est une cause de nullité si le mariage a été célébré.

L'ordonnance souveraine du 3 juillet 1907 de la principauté de Monaco dispose (art. 5) : « Lorsqu'un des époux sera atteint d'aliénation mentale, d'épilepsie, de délire alcoolique ou de syphilis, le divorce pourra être demandé par l'autre époux aux conditions suivantes :

« 1° Si la maladie est présumée incurable;

« 2° Si elle est de nature à compromettre la sécurité ou la santé du conjoint ou des enfants nés ou à naître;

« 3° En ce qui concerne l'aliénation mentale, si celle-ci a duré trois ans avant la formation de la demande en divorce;

« 4° En ce qui touche l'épilepsie et le délire alcoolique, si les crises sont fréquentes.

« L'existence des maladies et la présomption de leur incurabilité seront établies par trois experts désignés par le Tribunal supérieur. »

Dans le nouveau Code civil suisse du 10 décembre 1907, mis en vigueur le 1^{er} janvier 1912, le législateur suisse s'inspirant de l'article 1569 du Code civil allemand, modifiait ainsi l'article 46 de la loi du 24 décembre 1874 :

« ART. 171. — Chacun des époux peut demander le divorce en tout temps pour cause de maladie mentale de son conjoint, si cet état rend la continuation de la vie commune insupportable au demandeur, et qu'après une durée de trois ans la maladie ait été reconnue incurable à dire d'expert. »

Enfin, la jeune République du Portugal inscrivait dans sa loi du divorce du 3 septembre 1910 :

« ART. 4. — Sont considérés comme cause légitime de divorce.

« 7°. L'aliénation mentale, incurable lorsque trois ans au moins se sont écoulés depuis sa constatation par jugement, conformément aux articles 419 et suivants du Code du procès civil.

« 10°. Une maladie contagieuse reconnue comme incurable, ou encore une maladie incurable d'où découle une perversion sexuelle. »

Beaucoup de législations ont donc devancé la nôtre; les nations qui, depuis longtemps déjà, avaient rangé l'aliénation mentale au nombre des causes de divorce, apportent à leur loi des modifications plus libérales et plus

conformes aux données nouvelles de la médecine, et les jeunes nations qui naissent n'hésitent pas à inscrire dans leurs codes la folie incurable à côté de l'épilepsie, ou de l'alcoolisme, ou de la syphilis, fléaux sans cesse grandissants et menaçants la race de déchéance profonde.

L'Angleterre elle-même, si attachée à ses principes et ses traditions, vient de reprendre cette question si ardemment soutenue (en 1882) au sein de l'Association médico-psychologique de Londres par le docteur Season, qui, alors, se basait sur l'autorité de l'Eglise.

Le mariage est institué pour assurer la procréation des enfants, pour permettre d'éviter le péché, pour procurer à chacun des époux les avantages résultant de la société, de l'aide, de l'assistance que l'autre peut lui apporter.

Or, la folie annule ces trois buts du mariage.

A cette époque, la discussion a été vaine et, en Angleterre comme en France, l'aliénation mentale n'a pu être acceptée dans les causes du divorce. Mais, actuellement, la Commission royale a repris ses travaux et plusieurs aliénistes éminents se sont nettement déclarés partisans du divorce pour cause de folie incurable.

Il serait intéressant d'examiner maintenant les effets de l'application de la loi chez les nations qui en ont déjà une longue expérience.

M. le docteur Ladame, de Genève, a pu réunir des documents officiels qui démontrent que, de 1891 à 1909, les jugements pour divorce n'ont jamais atteint le 2 p. 100 de tous les divorces prononcés. Pendant ces dix-neuf années, il fut de 217 cas pour 11.685 divorces, soit le 1,8 p. 100.

En Allemagne, les statistiques rapportées par le doc-

leur Trenel donnent un pourcentage à peu près analogue.

Avant la généralisation de la loi, le tribunal de Berlin a prononcé, en 1882, 905 divorces, dont 4 pour aliénation mentale. En 1883, 996, dont 6 pour maladies mentales.

Dans le grand-duché de Bade, sur 217 divorces, on en trouve 7 environ pour folie.

En Prusse, de 1881 à 1894, le divorce pour aliénation figure pour 0,5 p. 100 des cas pour l'homme et 1,3 p. 100 pour la femme, et cependant, dans cette période, la loi prussienne n'exigeait qu'un an de maladie.

Enfin, d'après les statistiques du docteur Olof Kinnberg, médecin-directeur de l'asile d'aliénés de Stockholm, nous trouvons, en Suède, pour l'année 1908, 506 cas de divorce, dont 12 pour cause d'aliénation mentale, ce qui donne une proportion de 2,3 p. 100.

Ces chiffres sont suffisamment éloquents pour tranquilliser les pessimistes qui voient dans les nouveaux projets de loi français un facteur si redouté de désagrégation familiale.

D'ailleurs, l'expérience de 1792 elle-même n'est pas si troublante, puisque, sur 5.994 divorces prononcés du 1^{er} janvier 1793 au 29 prairial de l'an III, 14 divorces seulement furent motivés par la démence (M. Faure de Céris, docteur en droit, Faculté de Paris).

La jurisprudence des Tribunaux en matière de divorce et d'aliénation.

Après cette rapide incursion dans les législations étrangères, revenons à la législation française en montrant par quelques observations et quelques jugements rendus les effets d'une jurisprudence toute d'imprécision et de contradiction.

Nous verrons que des magistrats chargés d'appliquer la loi n'ont pas craint d'user d'artifices plus ou moins spécieux pour libérer un conjoint sain de son conjoint aliéné; nous en verrons d'autres qui, jugeant conformément à la volonté du législateur de 1884, repoussent toute instance en divorce basée sur l'aliénation mentale; enfin, un arrêt de la Cour de Bordeaux nous montrera un divorce prononcé au profit de l'aliéné avec toutes les conséquences qui en découlent.

Nous ne nous arrêterons pas aux nombreuses instances en divorce où le magistrat, trop heureux de découvrir dans les antécédents du malade une faute personnelle (alcoolisme, excès vénériens, morphinisme) même, arrêt de la Cour d'Alger, 18 juillet 1892), pouvant être la cause des troubles mentaux, prononce le divorce aux torts et griefs du malade. Et cependant, il semblerait que, dans ces cas plus qu'ailleurs le devoir du conjoint sain soit de tenter une cure de désintoxication, de soigner son conjoint malade : le morphinomane, l'alcoolique, le syphi-

litique sont malades curables à plus de titre que le persécuté halluciné, le persécuté persécuteur, dont l'affection est liée souvent à la loi fatale de l'hérédité.

Mais nous verrons encore que, dans d'autres cas, où la faute personnelle ne peut être invoquée, le magistrat arrive quand même, par d'autres détours, à retenir l'aliénation mentale comme cause de divorce.

Tels sont les deux jugements rapportés à la séance d'octobre 1911, à la Société médico-psychologique, par le docteur Ritti. Dans ces deux cas, le divorce a été prononcé aux torts des aliénés parce que, antérieurement au mariage, les malades avaient été atteints de troubles cérébraux qu'ils avaient soigneusement dissimulés au moment du mariage; cette dissimulation ayant été considérée comme une injure grave, le divorce a été prononcé.

Citons encore un jugement prononcé le 3 décembre 1910 par la 4^e Chambre du Tribunal civil de la Seine..

Il s'agissait d'un divorce intenté par M^{me} X... contre son mari, pharmacien.

L'action est basée sur les excès, sévices et injures graves qu'elle eut à subir de la part de son mari.

Une commission composée de MM. les docteurs Siglas, Ballet et Vallon est nommée et après examen M. X... est jugé responsable et interné.

Quelques mois plus tard, M. X... sort guéri. Celui-ci, s'appuyant sur le rapport des médecins experts : que les faits invoqués par sa femme ne pouvaient être retenus, puisqu'ils avaient été commis dans un état d'irresponsabilité, s'opposa au divorce.

Mais, après plaidoirie, la 4^e Chambre se range à l'avis de l'avocat de M^{me} X... : les médecins experts n'ont eu à

se préoccuper que de la responsabilité générale de M. X... ; mais celui-ci est responsable des actes mêmes commis sans la volonté de nuire, et le jugement est prononcé aux torts et griefs du mari.

L'année suivante (1911), le Tribunal de la Seine usait du détour suivant :

Une dame X... intentait une action en divorce contre son mari pour sévices et injures graves.

Le mari, qui avait été déjà interné pour ses excentricités conjugales, sortait de l'asile au moment de l'instance en divorce.

Or, X..., dit le jugement, a été interné pour des troubles mentaux ayant entraîné des sévices vis-à-vis de sa femme. Comme, à cette époque, X... était irresponsable, les faits ne peuvent être retenus ; mais, depuis sa sortie de l'asile, X... est considéré comme guéri ; or, il a tenu contre sa femme des propos outrageants. Ces griefs sont suffisants pour que nous prononcions le divorce.

En face de ces jugements pour lesquels le magistrat recourt à des subterfuges aussi critiquables, examinons d'autres cas où, malgré une foule de circonstances atténuantes, la loi est appliquée dans toute sa rigueur.

Citons encore un jugement rendu par le Tribunal de la Seine.

Un chaudronnier s'éprend d'une jeune fille ; il l'épouse.

Mais, dès les premiers jours du mariage, le mari s'apercevant que sa femme est une détraquée, apprend que jadis, d'août 1899 à avril 1900, elle avait été internée à Villejuif.

Quelques semaines plus tard, le 21 avril 1912, l'épouse était internée à l'asile de la Maison-Blanche.

Le mari songe alors à faire annuler le mariage. Son avocat demande au Tribunal de déclarer que le 16 novembre 1901, à la date du mariage, M^{me} X... était aliénée et, par conséquent, incapable de donner le consentement exigé par l'article 146 du Code civil.

L'avocat du mandataire de la jeune femme répondait que l'action n'est pas recevable, le défaut de consentement ne pouvant être invoqué que par celui des deux époux qui prétend n'avoir pas consenti au mariage.

Le Tribunal s'est rallié à cette thèse.

On peut donc épouser une folle dans un intervalle de lucidité. On est condamné éternellement à vivre avec elle, à subvenir à ses besoins, à renoncer à tout espoir de foyer et d'amour.

Nous pouvons résumer encore cette triste histoire que nous a narrée M. le docteur Jacquin, médecin-chef de l'asile Sainte-Madeleine (Bourg) :

Un honnête ouvrier, employé d'usine, est marié et père de famille. Depuis quelque temps, sa femme présente des troubles cérébraux, mais sans grande réaction pour l'ordre public et la sécurité des personnes.

Aussi, le mari demande l'internement de sa femme et l'autorité compétente de lui répondre que la malade n'étant pas suffisamment dangereuse pour l'ordre public, elle ne peut être internée.

Le mari est donc obligé de vivre avec sa femme; ouvrier d'usine, il ne peut surveiller sa malade, qui ne tarde pas à faire une fugue.

Quelques semaines plus tard la femme revient au domicile conjugal enceinte d'un inconnu.

Le mari intente une action en divorce; l'action est re-

poussée parce que la femme est aliénée et par conséquent irresponsable.

Voilà donc un pauvre ouvrier obligé légalement d'accepter une paternité qui n'est pas la sienne; de subvenir aux besoins d'un enfant qui n'est pas le sien, et de garder au domicile conjugal la malade coupable, puisque celle-ci n'est pas assez dangereuse pour être internée, et ne jouit pas suffisamment de son libre arbitre pour motiver une instance en divorce.

Ces quelques exemples suffisent déjà à nous montrer d'abord les artifices employés par le magistrat pour expliquer que l'aliénation mentale n'est pas l'aliénation mentale, puis les imperfections de la loi de 1884; mais l'observation suivante, rapportée par le docteur Anglade, renferme encore des « attendus » plus inattendus.

Il s'agit d'une dame V..., 42 ans, présentant les symptômes les plus caractérisés « de délire des persécutions avec idées d'empoisonnement, hallucinations, interprétations fausses, réactions persécutrices ». Le mari est l'âme des persécutions, « il a donné de l'argent pour me faire empoisonner... je souffre le martyre ».

Or, un an avant son entrée à l'asile, cette femme qui était déjà une persécutée très active, demande le divorce qu'elle obtient à son profit.

« Attendu, dit le jugement..., que dans une circonstance le mari a lancé un verre à la figure de sa femme qui en portait les traces sur la figure et sur sa serviette..., que dans une autre circonstance la dame V... dut demander à un autre témoin l'adresse d'un hôtel pour échapper aux violences de son mari qui avait voulu lui lancer un verre à la figure; que le 5^e témoin révèle que le frère de M^{me} V... lui aurait dit que son beau-frère

rendait sa sœur très malheureuse et que de son côté M^{me} V... lui avait dit un jour que son mari l'avait traitée de tout et quelques jours après qu'elle avait été gifflée par lui; que le 6^e témoin a entendu dire un jour par le père de la demanderesse que V... avait voulu étrangler sa femme..., que M^{me} et M^{lle} V... ont dit un jour au 4^e témoin que le mari avait poursuivi sa femme avec un couteau...

« Attendu, il est vrai, que tous les faits révélés n'ont pas été vus par le témoin, mais que les circonstances que ce témoin rappelle ne permettent pas de douter de la réalité de ces faits;

« Que sans doute les griefs articulés étaient manifestement exagérés et l'état de surexcitation malade de la demanderesse a pu être quelquefois la cause des scènes reprochées au mari dont l'honorabilité semble parfaite, que la violence et les propos injurieux étant suffisamment démontrés, il y a lieu de prononcer le divorce.

« Par ces motifs, le tribunal :

« Confie à la mère la garde des deux plus jeunes enfants ;

« Condamne V... à payer à sa femme pour elle et ses enfants une pension mensuelle de 100 francs ;

« Condamne le mari aux dépens ».

Or, ce jugement n'est-il pas, à la lecture, le récit d'une belle observation d'une aliénée persécutée ? Il ne s'agit là que de rapports, que de machinations ourdies par une persécutée; aucun fait n'a été vu par les témoins et, malgré ce manque de preuves, le Tribunal n'hésite pas à échafauder son jugement sur cette base branlante de machinations et de mensonges.

Le divorce est prononcé au profit de l'aliénée et le mari, le père de famille dont « l'honorabilité est parfaite », voit le Tribunal lui enlever deux enfants pour les confier à une femme démente.

Et ce jugement est définitif, puisqu'il a été confirmé en appel.

Cet exemple n'est pas unique, comme on serait tenté de le croire; M. le docteur Aubry, médecin-chef de l'asile d'aliénés du Bon-Sauveur, rapporte que, dans un service de 530 femmes, il compte 7 persécutées divorcées et un nombre beaucoup plus grand de séparées; toutes ont provoqué l'action en divorce; dans 5 cas le divorce a été prononcé à leur avantage.

Pour ces cas, nous concluons avec le docteur Anglade que l'erreur judiciaire aurait pu être évitée par « une expertise médicale ou un simple certificat du médecin de la famille ».

Et si l'on recueillait toutes les observations des malades divorcées internées et que l'on recherche dans quelles conditions le divorce a été prononcé, nous pensons, à priori, que bien souvent on retrouverait des exemples analogues à celui rapporté par le docteur Anglade.

Alors, comment se fait-il donc qu'en face de ces jugements contradictoires, de ces véritables erreurs judiciaires, de ces exemples navrants comme celui rapporté par M. le docteur Jacquin, où le magistrat est totalement désarmé, le législateur n'ait pas encore suppléé à l'insuffisance flagrante de notre loi du divorce ?

C'est que, chaque fois qu'est déposé un projet de loi tendant à introduire la folie dans les causes du divorce, les objections de tout ordre ne manquent pas et le législateur hésitant n'ose entreprendre une réforme qui n'amènera pas « aux votants quelques centaines de voix de plus !!! » (Victor Margueritte, *Journal*, 4 septembre 1912).

Examinons donc ces critiques et voyons si elles sont suffisamment fondées pour retarder sans cesse la discussion de projets de loi qui touchent tant à « l'infortune privée et à la morale publique ».

Objections faites à l'introduction de la folie dans les causes du divorce.

Ces objections peuvent se classer en deux catégories : celles d'ordre philosophique et social, qui s'adressent plutôt au divorce en général, en celles d'ordre scientifique et médical, qui visent plus particulièrement l'aliénation mentale comme cause de divorce.

Nous passerons rapidement sur les premières objections, qui n'ont pas varié depuis le rétablissement du divorce en France.

I. — « Nous ne pouvons admettre le divorce, disent les catholiques, parce qu'il est formellement condamné par l'Eglise. »

Mais, pourquoi être plus intransigeant que l'Eglise et n'est-il pas démontré que les nullités prononcées en cour de Rome ne sont que des divorces déguisés et « alors que le divorce n'était admis dans aucun pays révolutionnaire, l'Eglise le prononçait déjà sous le pseudonyme de nullité... L'Eglise admet vingt cas de nullités multipliés à l'infini, et un bon avocat peut faire rentrer tous les cas dans un des cas à rallonges... des vingt cas de nullité, on peut tirer une centaine de cas supplémentaires : impuissance, défaut de consentement, rapt, vœux, disparité du culte, crime, parenté, affinité, parenté spirituelle, défaut de discrétion, erreur sur la personne, condition sociale, indignité, etc. » (Jean de Bonnefons, *Les*

cas de conscience modernes, Le divorce catholique, pp. 14 et suivantes).

Et d'ailleurs, aux adversaires irréductibles, nous répondrons : Le monde n'est pas peuplé de croyants et de héros, et vous, catholiques convaincus, pratiquants zélés, vous qui préférez vivre dans le culte du souvenir, vous serez toujours honorés et admirés. Mais laissez à cette pauvre femme dont le mari est aliéné le droit de se refaire un foyer pour lui permettre d'élever ses enfants en bas âge; de les nourrir sans recourir à l'assistance publique; laissez à ce travailleur dont la femme n'est plus qu'une loque humaine la liberté de reprendre une bonne ménagère, pour surveiller, éduquer ses enfants qui, privés de tutelle maternelle, seraient voués fatalement à toutes les tentations et tous les dangers de la rue.

Sinon, ce serait une « étrange inconséquence et un singulier respect de la liberté que de vouloir river ces malheureux à la chaîne quand même » (V. Margueritte, *Journal*, 4 septembre 1912).

II. — Et vous nous dites encore: Est-il possible « qu'une loi impie permette à un époux sain d'esprit de regarder désormais l'autre comme un étranger condamné à l'exil, parce qu'il a commis le crime d'être depuis trois ans victime d'une folie que la science est impuissante à guérir, de se débarrasser de lui comme on se décharge d'un fardeau trop lourd, de le repousser comme on écarte une branche morte qui gêne la liberté des pas, et, lui infligeant un châtiment immérité, de lui fermer l'accès du domicile commun où l'on consent bien à vivre en mari ou en femme, mais non pas en garde-malade ! » (M. Lucas, *Le divorce des aliénés*, p. 99.)

Tout cela c'est du sentiment, et, à côté de cette minorité infiniment respectable qui, par intérêt ou par conviction, préférera garder à jamais fidélité à leur cher malade, nous avons la foule de ceux qui attendent avec impatience la disparition du conjoint aliéné; il nous faut regarder la vie telle qu'elle est et non pas telle que nous voudrions qu'elle fût, et la lettre suivante, rapportée par M. le docteur Ollivier dans le *Divorce des aliénés*, p. 113, n'est-elle pas l'expression sincère d'un état d'esprit très commun dans la masse du peuple :

Monsieur le Directeur de la Maison de santé de Saint-Jean-de-Dieu, à Lehon, près Dinan.

« Je viens vous demander d'être assez aimable de me donner quelques renseignements sur le nommé L... , interné dans l'établissement dont vous avez la haute direction, je vous dirais que je suis bien inquiète, ce que je vais devenir avec mes trois enfants si ce monstre de paresseux persiste à vivre, je suis à même de changer mon existence qui n'est pas des plus brillantes pourvu que je sois libre. J'avais introduit une demande en divorce, mais à ce qu'il paraît que l'on ne peut se débarrasser d'un fou, c'est très bizarre, mais en même temps cruel, car enfin voyez donc une femme avec trois enfants qui n'a que sa petite journée de passementière, je vous assure que ce n'est pas gai. Ne croiriez-vous pas qu'on me rendrait un grand service en me rendant ma liberté. Je suis dans une bien triste situation; à l'atelier il m'a fallu jusqu'à changer mon nom pour ne pas m'attirer des ennuis, car on a parfois des camarades qui ne sont pas toujours gentilles et qui sont souvent aux aguets pour vous lancer des paroles vexantes.

« Enfin, Monsieur le Directeur, je ne vais pas vous ennuyer plus longtemps sur ma triste existence, j'espère recevoir de vous un petit mot si cela ne vous dérange pas pour me dire ce que

devient cette brute. et s'il compte rendre bientôt compte à Dieu de toutes les iniquités qu'il a commises.

« Recevez, Monsieur le Directeur, l'expression de mes sentiments reconnaissants.

A. L.

« Veuillez être assez aimable de m'écrire sous le nom de :

A. V. . , rue , n° . »

Or, la « loi impie » n'est-elle pas plutôt la loi qui enchaîne cette femme au cadavre d'une brute, pour laquelle elle ne peut avoir aucune affection, tous les souvenirs de la vie commune n'étant que de mauvais souvenirs. Aussi cette mère qui est à même de changer son existence, comme elle le dit, acceptera de vivre avec celui qui doit l'aider à élever ses enfants et lui apporter quelque bonheur. Un faux ménage et peut-être un bon ménage va se créer jusqu'au jour où la mort du mari interné permettra de régulariser la situation.

Or, au nom de la morale, ne serait-il pas préférable que l'époux devenu libre puisse au grand jour fonder une nouvelle famille plutôt que de vivre dans l'adultère et le concubinage, où les enfants ne peuvent même pas être reconnus si le malade meurt ?

III. — Quant à objecter la douleur du conjoint aliéné séparé définitivement par le divorce d'une personne pour laquelle il a conservé des sentiments d'affection, ce sera l'exception et les aliénés incurables ou délirants sont plutôt apathiques ou manifestent des sentiments de haine envers leur conjoint, et c'est pourquoi nous répondrons, avec Emile Faguet (*Revue bleue*, 27 décembre 1902, p. 812) : « Et quant à ce qu'il y a de sauvage à déclarer morte une personne vivante, c'est touchant cela, mais

c'est du sentiment et non pas du bon sens. Vous déclarez bien mort au point de vue qui nous occupe le condamné à une peine infamante. Vous accordez de plano la faculté de divorce à sa femme sans songer au repentir, à l'expiation, à la purification, à « la résurrection » du condamné, toutes choses possibles. C'est plus cruel, beaucoup plus que de déclarer mort un pauvre paralytique général dont la résurrection est, certes, totalement impossible. »

IV. — Enfin, vous nous dites : le divorce est un danger au point de vue social, une cause de désorganisation de la famille, et si vous l'accordez pour l'aliénation mentale, vous vous placerez « fatalement sur cette pente qui, de proche en proche, de concession en concession, d'élargissement en élargissement, fera glisser insensiblement peut-être, mais avec certitude et avec plus de rapidité qu'on ne le pense, à l'amour libre » (M. Lucas, professeur de droit civil à la Faculté de droit de Dijon, *Le divorce des aliénés*, p. 96).

Il ne semble pas que le danger soit aussi grand; actuellement, le divorce est un remède nécessaire pour mettre un terme aux unions trop hâtives, où le cœur cède trop souvent aux questions d'intérêt ou aux préoccupations financières, et puis ce ne sera pas l'introduction de cette nouvelle clause dans la loi du divorce qui nous conduira à la désagrégation de la famille. Les statistiques des pays qui ont déjà une longue expérience de la loi que nous voudrions faire nôtre sont là pour rassurer les plus timorés.

En Suède, nous dit le docteur Olof Kimberg, la proportion des divorces prononcés pour aliénation mentale est de 2,3 p. 100. En Prusse, nous dit le docteur Trenel,

elle est à peine de 1 p. 100, et à Genève, d'après Ladame, elle n'a jamais dépassé 2 p. 100.

En somme, toutes ces objections que nous venons de passer rapidement en revue ont été déjà faites maintes fois contre chacun des cas de divorce; aussi le divorce étant entré complètement dans les mœurs modernes comme une nécessité regrettable, nous ne nous attarderons pas plus longtemps à une réfutation que d'autres plus autorisés ont soutenue si brillamment.

Nous allons donc examiner les deux objections d'ordre juridique et scientifique qui s'adressent particulièrement à la folie comme cause de divorce.

V. — Admettre l'aliénation mentale comme cause de divorce est « contraire aux principes généraux de notre droit », disent bon nombre de juristes. En France, le divorce suppose toujours une faute : adultère, excès, sévices ou injures graves, condamnation à une peine afflictive et infamante, et l'époux contre lequel il est prononcé subit la peine de la faute qu'il a commise; or, l'aliénation mentale ne peut pas être considérée comme une faute; c'est une maladie, un malheur; l'aliéné n'est pas coupable et ne doit pas supporter la peine d'une faute qu'il n'a pas commise.

Au moyen âge, la question s'est déjà présentée à propos de la lèpre, et, nous dit M. Guillouart, professeur de droit civil à l'Université de Caen, correspondant de l'Institut (*Divorce des aliénés*, pp. 91 et suivantes), les anciens jurisconsultes répondirent que la lèpre ne pouvait en aucun cas être une cause de dissolution de mariage.

« Or, la situation de l'aliéné incurable est la même que celle du lépreux, il n'a pas commis de faute », ajoute

M. Guillouart. Non, objecterons-nous, les situations du lépreux et de l'aliéné ne peuvent pas se comparer, et, comme nous le verrons dans un instant, alors qu'il nous répugnerait qu'un lépreux ou un cancéreux fût jeté hors du foyer conjugal, nous admettrions sans crainte ni appréhension le divorce d'un aliéné incurable et insociable, car la folie est une maladie d'un genre tout à fait spécial et l'idée de faute ne doit pas seule entrer en jeu dans la discussion de l'objection.

Parfois l'aliénation mentale est le résultat d'une faute : alcoolisme, morphinisme, excès vénériens, et trop heureux sont les magistrats quand ils peuvent découvrir dans les antécédents du malade la petite faute leur permettant de prononcer le divorce.

Mais en réalité, la folie est souvent accidentelle ou liée à la loi fatale de l'hérédité, ou même causée par un travail excessif ou le surmenage, et alors elle doit être considérée comme un malheur. Or, peut-on dire que, par le fait du divorce, l'aliéné subisse vraiment une peine ?

L'incurable chez lequel toute lumière mentale est éteinte, est-il capable d'éprouver une peine et la peine n'est-elle pas ressentie plutôt par le conjoint sain condamné à vivre en dehors de toute affection légitime ?

En outre, cette conception du divorce comme une peine, comme une sanction aux délits du mariage, n'est pas immuable ; il nous semble que la loi du divorce de 1884 gagnerait à être modifiée dans un sens plus libéral et plus conforme aux mœurs : « Que la société intervienne pour veiller aux intérêts personnels des contractants, c'est fort bien ; qu'elle protège par-dessus tout les intérêts de ses tiers, ici primordiaux, les enfants, c'est encore mieux.

Mais de quel droit, au nom de quels principes, en vertu de quel intérêt la société qui a rompu les vœux éternels est-elle donc fondée à dire : « Heureux ou malheureux, je vous unis à perpétuité et si vous divorcez, je vous frapperai du divorce comme d'une peine... » ?

Que peut-elle gagner en dignité et en accroissement matériel et moral à ce qu'une créature saine soit ligotée pour jamais au cadavre d'un fou... En quoi le mariage est-il rehaussé, honoré par le fait que de ces deux êtres, l'un haïssant l'autre, n'aura de cesse que la mort l'en délivre ?

En quoi bénéficions-nous, tous, que cet homme, cette femme, dont le conjoint est emprisonné dans une geôle d'aliénés, se consume en un célibat stérile ou mette au monde de tristes bâtards ? (V. Margueritte, *Journal*, 4 septembre 1912.)

Enfin, en l'état actuel de la législation, la conception de la peine appliquée à l'aliéné est admissible, puisque nous avons vu un arrêt du 3 décembre 1910, prononcé par la 4^e Chambre du Tribunal civil de la Seine, rendre responsable un aliéné des actes même commis sans la volonté de nuire, et prononcer le divorce à ses torts et dépens.

Le délinquant irresponsable est donc tenu de réparer les dommages causés; or, pourquoi la sanction des sévices, injures graves, excès, préjudices commis sous l'empire de la folie ne pourrait-elle pas être le divorce ?

VI.— On objecte encore que l'aliénation mentale est une maladie et, comme telle, elle doit resserrer les liens entre époux; si on accorde le divorce pour folie, pourquoi ne pas l'étendre à la tuberculose, au cancer, aux affections cardiaques, au rachitisme, autres maladies incurables.

Mais, nous le répétons, l'aliénation mentale est « une maladie d'un genre bien spécial », tandis que le tuberculeux, ou le cancéreux, ou le lépreux, conserve l'intégrité de son moi, qu'il partage la vie de son entourage, qu'il est sensible à l'affection, aux soins qu'on lui prodigue, l'aliéné est devenu un étranger, il n'a plus pour les siens ni attachement, ni affection; sa personnalité morale et psychique est complètement abolie et pourvu que son existence soit assurée et qu'il soit subvenu à ses besoins, il ne saurait souffrir du divorce. Et c'est là la distinction fondamentale sur laquelle s'est appuyé M. Viollette dans sa proposition de loi : « L'aliénation mentale, dit-il, fait évanouir la personnalité ou la transforme... Le conjoint n'a même pas l'amère satisfaction de se dévouer, c'est bien pis que le cimetière à un certain point de vue, puisque c'est la séparation d'avec un malheureux devenu dément ou délirant et qui, dans ce dernier cas, souffre lui-même de la privation de sa liberté. En vérité, l'aliénation mentale est donc en soi une rupture du mariage, puisque l'individu avec lequel on a échangé le consentement a disparu irrévocablement.

« Dans l'aliénation mentale, maladie curable, la maladie présente cette caractéristique essentielle que la personnalité n'est pas abolie sans retour, elle n'est que momentanément paralysée ou modifiée. Donc l'individu n'est pas mort avec lequel le consentement a été échangé. Il se réveillera et, dès lors, le divorce qui ne peut, à mon sens, procéder dans cette matière que de cette idée de destruction ou de transformation totale de la personnalité du conjoint, ne peut pas être accueilli. » (M. Maurice Viollette, *Gazette médicale de Paris*, 1^{er} mars 1911.)

En outre, si nous acceptons la formule de M. Maurice Colin, le conjoint sain, qui, au moment du mariage, a proposé aide et assistance, ne faillira pas, puisque « en cas de divorce pour cause d'aliénation mentale, le divorce sera toujours réputé prononcé aux torts réciproques des deux époux. Toutefois, *au point de vue alimentaire, le conjoint qui a demandé et obtenu le divorce sera soumis aux obligations dont il serait tenu si le divorce avait été prononcé contre lui pour une des causes visées par les articles 229 et 232 du Code civil* ». L'aliéné ne sera donc nullement lésé dans sa vie végétative, la seule qui le rattache encore à l'humanité.

VII. — Enfin, l'objection fondamentale réside dans l'incertitude pour le médecin aliéniste d'affirmer l'incurabilité de la folie. Il existe, certes, des formes d'aliénation qui sont définitives, progressives, incurables, et qui nécessitent, pour la vie, un séjour dans un asile. Mais cette catégorie d'idiots, d'imbéciles, de crétins, dont l'état est confirmé bien avant la nubilité, ne pourra que très rarement tomber sous le coup de la loi, puisque, pour eux, la question du mariage ne se posera même pas.

Pour la paralysie générale, le pronostic peut être établi avec certitude, mais l'affection évolue d'une façon si rapide, que la mort coupe court à toute instance en divorce.

Mais, pour beaucoup d'autres formes de folie, le pronostic est bien délicat à émettre.

L'expérience a montré que la folie guérit rarement après la troisième année et très exceptionnellement après la cinquième; le docteur A. Marie publie une statistique d'après laquelle, à Paris, sur 100 malades qui guérissent,

91 guérissent la première année; 4 guérissent la deuxième année; 2,68 guérissent les troisième, quatrième et cinquième années; 1,82 guérissent après la cinquième année. A Londres, la statistique fournit à peu près les mêmes chiffres.

Nous voyons donc qu'après la troisième année le nombre des guérisons est assez élevé pour rendre le médecin très réservé dans son pronostic.

D'ailleurs, tous les médecins aliénistes s'accordent à dire que, dans leur carrière, ils ont rencontré des cas de guérisons tardives suffisamment nombreux pour justifier cette réserve, et M. le docteur Calmette cite, à la Société médico-psychologique (séance du 21 avril 1912), 7 cas de folie qui ont guéri entre six et quatorze ans, et, cependant, ces cas avaient été considérés comme incurables.

Certes, la loi ne doit pas tenir compte de quelques exceptions scrupuleusement recherchées et retenues par les adversaires des projets de loi; mais l'aliéniste devra s'entourer de toutes les garanties nécessaires et éviter de prononcer à la hâte un pronostic fâcheux. C'est pourquoi il nous semble que le délai de cinq années mettrait à l'abri de bien des erreurs.

Et encore ce délai de cinq années ne nous paraît pas suffisant et nous voudrions, avec M. le docteur Marchand (médecin-chef de la maison nationale de Charenton), que le certificat de spécialistes compétents atteste que la maladie est de nature à comporter une survie de longue durée et que son évolution sera continue.

De cette façon, « les psychoses périodiques, affections incurables caractérisées par la répétition chez le même individu d'accès maniaques ou mélancoliques séparés par

des périodes de lucidité, ne pourraient entrer dans les affections mentales susceptibles d'entraîner le divorce. Il n'est pas admissible que l'époux puisse abandonner son conjoint pendant les périodes de lucidité qui sont parfois longues. » (D^r Marchand, *Le divorce des aliénés*, p. 172.)

C'est d'ailleurs ce que le législateur suisse a compris en complétant ainsi l'article 171 du nouveau Code civil

« Art. 171. — Chacun des époux peut demander le divorce en tout temps pour cause de maladie mentale de son conjoint, si *cet état rend la continuation de la vie commune insupportable au demandeur*, et qu'après une durée de trois ans la maladie ait été reconnue incurable à dire d'experts. »

De même, l'article 1569 du nouveau Code civil allemand stipule : « Un époux peut demander le divorce lorsque l'autre époux est atteint de maladie mentale, que la maladie a, pendant le mariage, duré au moins trois ans et a atteint un tel degré que *la communauté mentale entre les époux a disparu*, et aussi qu'est *exclue toute perspective de rétablissement de cette communauté*. »

De sorte que, dans certains états mentaux considérés comme incurables, mais n'étant pas incompatibles avec la persistance de la communauté mentale, le divorce ne peut pas être prononcé, et M. le docteur Trenel rapporte un cas de folie périodique où la malade eut, en 1879, à 23 ans, un premier accès et, en 1896, un deuxième accès.

Depuis cette époque, elle est dans un état catatonique, et le divorce n'a pu être prononcé.

Or, puisque le pronostic d'incurabilité est si délicat à émettre, au lieu de se livrer à des discussions vaines et stériles sur le terme incurabilité, pourquoi le législateur

français, s'inspirant de ses collègues allemands, ou suisses, n'adopterait-il pas une de ces formules vagues et très élastiques qui laisseraient aux magistrats toute latitude pour juger sur les questions d'espèces.

Au début, comme le dit M. le docteur Lucien Graux, il y aurait « quelques incertitudes dans l'interprétation du texte nouveau et, par suite, quelques divergences dans les premiers jugements; cela est très possible; c'est le sort commun à toutes les lois au début de leur application; mais la Cour de Cassation ne tarderait pas, sans doute, à indiquer les règles générales de la jurisprudence en fournissant aux juges des Tribunaux de première instance et d'appel des éléments d'interprétation rationnelles ».

En Allemagne, l'incertitude, l'hésitation ont présidé à l'interprétation de l'article 1569. Une première instance en divorce a été repoussée parce que le malade ne présentait pas « la nuit intellectuelle ». Mais, en deuxième instance, le jugement fut réformé et cet arrêt du 13 juillet 1903 du Tribunal des Deux-Ponts définit la communauté mentale en ces termes : « La communauté mentale entre les époux se manifeste naturellement en première ligne dans le cercle des droits et des devoirs nés du mariage et dans le concours conscient, dans la direction des intérêts communs de la famille et de chacun de ses membres. »

Au terme trop concret, trop précis et trop étroit d'incubabilité serait heureusement substituée une expression qui laisse au magistrat seul, et non au médecin, le soin d'apprécier les faits susceptibles d'entraîner le divorce. En aucun cas le médecin ne doit supplanter le juge; son rôle est de fournir des renseignements cliniques en tant

qu'expert et non de s'imposer en s'appuyant sur le critérium bien délicat et bien fragile d'incurabilité.

Après une observation de cinq années, si la communauté intellectuelle n'a aucune chance d'être rétablie, le conjoint sain pourra donc demander le divorce.

Mais alors se pose immédiatement une grave objection : souvent le conjoint sain a une part de responsabilité dans la folie qui frappe son conjoint malheureux et ce serait une prime à la débauche et à l'immoralité que d'accorder le divorce à un mari qui tenterait une action contre sa femme, pauvre paralytique générale, qu'il saurait avoir contaminée.

De même, quel vaste horizon pour l'escroc et le chevalier d'industrie que la perspective d'épouser une idiote ou une débile mentale richement dotée et de s'en débarrasser ensuite par le divorce.

Mais des dispositions légales peuvent parer à cet inconvénient et c'est au juge qu'il appartiendra de se montrer très perspicace.

D'ailleurs, l'aliéné ne sera nullement lésé dans ses intérêts pendant toute la durée de l'action ; des expertises et contre-expertises seront ordonnées, et il serait même utile que le médecin traitant, « qui est généralement le meilleur ami de ses malades », fût toujours appelé à aider le Tribunal dans son enquête.

Ces dispositions réduiraient les abus au minimum et les intérêts des malades seraient défendus comme il convient.

Quant aux troubles de la vieillesse, ils ne sauraient en aucun cas devenir une cause de divorce, car, à partir d'un certain âge, « les raisons sociales relatives à la vie

sexuelle et à la préservation de la race ne subsistent plus guère. L'humanité commande alors de ne pas favoriser l'abandon des conjoints, de ne pas aider l'époux ou l'épouse à se soustraire à ses devoirs d'assistance. » (D^r H. Damaye, médecin chef de l'asile de Bailleul, *Le divorce des aliénés*, pp. 157 et suivantes.)

Et le législateur agirait sagement en admettant comme cause de divorce les maladies mentales dont le début est antérieur à l'âge de 55 ans, par exemple.

CONCLUSIONS

En résumé, l'aliénation mentale pourra être une cause de divorce à condition :

1° Qu'elle ait débuté avant l'âge de 55 ans.

2° Qu'elle ait motivé un internement d'une durée ininterrompue d'au moins cinq années.

3° Qu'elle ait entraîné l'impossibilité de la vie en commun et toute perspective de rétablissement de cette vie commune.

4° Qu'elle n'ait pas été le résultat de la faute du conjoint sain.

5° « Au point de vue alimentaire, le conjoint qui a demandé et obtenu le divorce sera soumis aux obligations dont il serait tenu si le divorce avait été prononcé contre lui pour une des causes visées par les articles 229 et 232 du Code civil (Maurice, projet de loi). »

6° L'expertise sera confiée à trois médecins aliénistes, dont le médecin traitant.

A la demande de l'une des parties ou de leurs représentants, l'expertise devra toujours être contradictoire. En cas de doute, l'aliéné sera transféré dans un autre établissement pour y être soumis à l'examen d'autres médecins aliénistes.

Vu :
Le Doyen,
HUGOUNENQ.

Vu :
Le Président de la Thèse,
LACASSAGNE.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Lyon, le 27 novembre 1912.

Le Recteur, Président du Conseil de l'Université,
P. JOUBIN.

BIBLIOGRAPHIE

- Annales médico-psychologiques*, 1882, t. VII.
— 1911 (janvier-février), p. 90.
— 1911 (mars-avril), p. 274.
— 1911 (juillet-août), p. 59.
— 1911 (septembre-octobre), p. 262.
— 1912 Compte rendu de la séance du 21 avril 1912.
L'Arsenal de l'Hygiène (mai 1911). Les obstacles au mariage, D^r Duforey.
Bulletin de la Société d'études législatives, année 1906, p. 80 et suivantes.
Bulletin de la Société de Médecine légale de France, 1905, t. I, p. 4; t. II, p. 105.
Gazette hebdomadaire des Sciences médicales de Bordeaux (5 décembre 1909). Aliénation mentale et Divorce.
Gazette médicale de Paris (1^{er} mars 1911). Aliénation mentale et Divorce. N^o 92 et suivants.
Le Journal, mercredi 4 septembre 1912 « A la Chaîne ». V. Marguerite.
Journal Officiel du 14 mars 1882. (Débats parlementaires, p. 323.)
Revue Bleue (11 février 1911). Folie et Divorce. Juquelier et Filasier.
JEAN DE BONNEFONS. — *Les cas de conscience modernes. Le Divorce catholique*, p. 14.
H. COULON. — *Divorce et séparation de corps* (1890), I, II, III.
MAURICE COLIN. — *Proposition de loi*. (Annexe au procès-verbal de la séance du 17 novembre 1910.)
DUMAS. — *Les Origines du Divorce en France*, thèse de Bordeaux, 1897.
GLASSON. — *Le Mariage civil et le Divorce*.
LUCIEN GRAUX. — *Le Divorce des Aliénés*.
JEAN PAIRAT. — *La Question de l'Elargissement du Divorce*. Thèse de Lyon, 1908.
PAUL et VICTOR MARGUERITTE. — *Les deux Vies*.
RÉGIS. — *Précis de Psychiatrie*, p. 1090.
VAILLANT. — *Folie et Divorce*. Thèse de Bordeaux, 1903.
MAURICE VIOLETTE. — *Proposition de loi*. (Annexe au procès-verbal de la séance du 8 novembre 1910.)
GILBERT BALLET. —

22443 — Imprimeries Réunies, 8, rue Rachais, Lyon.
